

SAFER Apprêter sa juste monnaie avant un poste de péage, c'est favoriser un franchissement fluide et rapide.

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC... N° 906 du 29 Novembre 2024

L'ÉVEIL

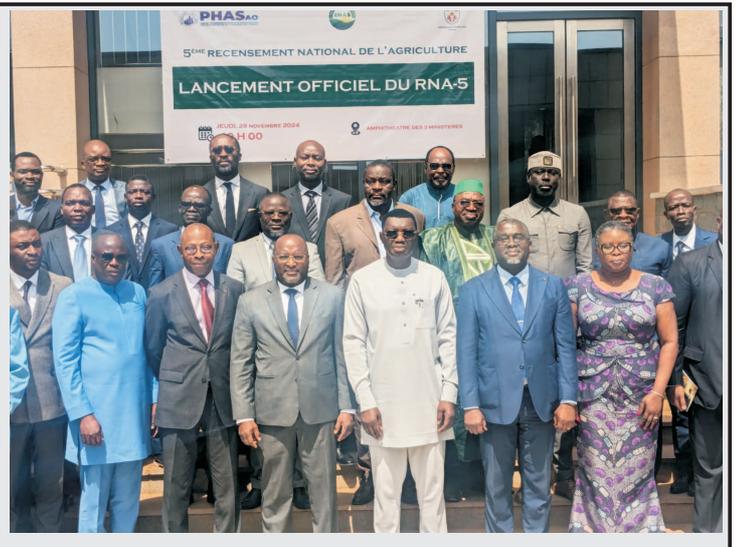
de la nation

Hebdomadaire togolais d'information générales - fondé en 2004 | Prix : 250 F CFA

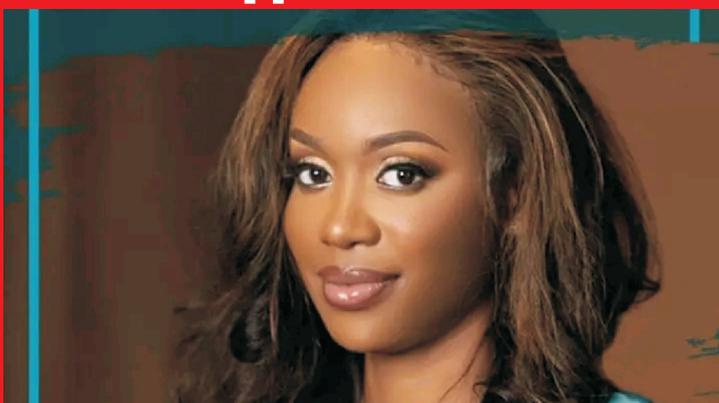
Télécoms :
Yas prend la relève P.7
de Togocom, Mixx by
Yas succède à T-Money



Secteur agricole :
Le 5ème
recensement
national de P.4
l'agriculture lancé



Pascaline NDAYAMBAJE :
Une Leader engagée pour
la logistique, l'autonomisation
des femmes et des jeunes, et le
développement durable P.2



19è Foire de Lomé :
SEGUCE Togo et SEGUCE RDC
à la rencontre du public P.6



22 NOV 08 DEC 2024 **FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ**
 Faire de toutes les opportunités

- + 1000 exposants
- + 90 000 m² d'espace
- + 500 000 visiteurs

THÈME :
 "NORMES ET QUALITÉS DES PRODUITS ET SERVICES : OUTILS DE COMPÉTITIVITÉ ET D'ACCÈS AUX MARCHÉS CONNECTÉS"

MALI Pays invité d'honneur

CETEF TOGO-2024 | (+228) 91 20 70 70 - 99 20 70 70 - 79 50 00 00 / www.cetef.tg

Togo :

Un budget 2025 ambitieux pour répondre aux priorités sociales et sécuritaires

Le Togo prépare activement son prochain exercice budgétaire. Réuni en Conseil des ministres le mardi 26 novembre 2024, le gouvernement a adopté le projet de loi de finances pour l'année 2025. Ce projet ambitieux vise à répondre aux défis économiques, sociaux et sécuritaires actuels, tout en consolidant les acquis des exercices précédents.

Le projet de budget 2025 a été élaboré dans un environnement marqué par un ralentissement économique mondial persistant et un durcissement des conditions financières internationales. À cela s'ajoutent les impacts prolongés des crises globales, qu'il s'agisse des tensions géopolitiques ou des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, la situation sécuritaire régionale, notamment dans la bande sahélo-saharienne, continue de peser sur les priorités budgétaires nationales, exigeant des réponses robustes pour protéger les populations et le territoire.

Pour la première fois franchi en 2024, le cap des 2 000 milliards de FCFA est reconduit et consolidé pour l'exercice 2025. Le budget projeté s'élève à 2

394,2 milliards FCFA, marquant une hausse de 9,9% par rapport aux 2 179,1 milliards FCFA de l'année précédente. Cette augmentation reflète la volonté de l'État d'intensifier ses investissements, en particulier dans les secteurs sociaux.

Ainsi, 49,7% des dépenses budgétaires seront alloués aux programmes sociaux, contre 48% en 2024. Cette hausse traduit l'engagement du gouvernement en faveur de l'inclusion sociale et économique, avec des interventions ciblées pour améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Les investissements viseront notamment à renforcer les infrastructures éducatives et sanitaires, tout en soutenant



des initiatives de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois.

Face aux menaces croissantes d'insécurité dans la sous-région, le Togo entend également poursuivre ses efforts pour renforcer sa défense nationale. Une part significative du budget sera dédiée à la sécurité et à la protection du territoire, avec des mesures visant à renforcer les capacités des forces de défense et de sécurité. Cet engagement répond à l'impératif de garantir un environnement propice au développement socio-économique et à la stabilité du pays.

Lors de l'adoption du projet, le Président de la République a insisté sur l'importance d'une gestion rigoureuse et efficace des ressources publiques. Il a exhorté le gouvernement à renforcer la qualité des dépenses et à veiller à une meilleure satisfaction des attentes des citoyens. Ces orientations traduisent l'ambition de l'exécutif d'améliorer la transparence budgétaire et d'optimiser l'impact des investissements publics.

Conformément à la tradition démocratique, le projet de loi de finances sera transmis à l'Assemblée

nationale pour examen et adoption. Ce processus permettra d'affiner et de valider les grandes orientations budgétaires, tout en assurant un contrôle législatif efficace. Les parlementaires auront ainsi l'occasion de débattre des priorités établies et de proposer des ajustements si nécessaire.

Avec ce budget 2025, le Togo réaffirme son ambition de bâtir une économie résiliente et inclusive, tout en assurant la sécurité et le bien-être de sa population. L'adoption de ce projet marque une étape clé vers la réalisation des objectifs de développement durable et le renforcement de la cohésion nationale.

Pascaline NDAYAMBAJE :

Une Leader engagée pour la logistique, l'autonomisation des femmes et des jeunes, et le développement durable

Diplômée en management portuaire et maritime, leadership et conduite stratégique du changement, ainsi qu'en finance d'entreprise, elle a su allier formation académique et expertise pour se faire une place de choix dans le secteur logistique et portuaire. Elle débute sa carrière professionnelle à Lomé, où elle occupe des postes clés au sein d'entreprises de renom telles que Container Terminal (groupe MSC) et Bolloré Transport et Logistique Togo, aujourd'hui devenue AGL. Ces deux entreprises figurent parmi les leaders mondiaux du secteur, ce qui lui permet de développer une solide expertise dans le domaine.

En 2021, forte de son expérience, elle est nommée directrice commerciale pour le Togo et le Bénin au sein du groupe CAT Logistics, une position stratégique qui lui permet de renforcer sa notoriété et son influence dans l'industrie de la logistique en Afrique. Par la suite, elle rejoint le groupe ARISE, où elle occupe depuis lors le poste de directrice du développement commercial et des

relations publiques pour la branche Togo. À ce titre, elle pilote des initiatives visant à dynamiser la croissance de l'entreprise, tout en consolidant ses relations avec les acteurs clés du secteur.

Poussée par la volonté de promouvoir la place des femmes dans un secteur majoritairement dominé par les hommes, elle fonde l'association WILA (Women in

Logistics Africa) au Togo. Cette organisation, qui œuvre pour l'autonomisation des femmes dans le secteur de la logistique, est désormais présente dans 18 autres pays à travers le continent africain, contribuant à une véritable transformation du secteur en matière de diversité et d'inclusion.

Son leadership visionnaire et son engagement ont été reconnus au niveau international. Elle a été inscrite dans le Top 100 des femmes les plus influentes en logistique en Afrique, une distinction qui témoigne de son impact dans l'industrie. En outre, elle figure également dans le Top 100 des Global Women Supply Chain Leaders, une reconnaissance de son expertise et de son rôle central dans la transformation du secteur de la chaîne



d'approvisionnement à l'échelle mondiale. En 2023, elle a été honorée par le prix du meilleur jeune leader au Togo,

une récompense bien méritée pour son travail acharné et ses contributions significatives au développement du secteur.

Assemblée nationale :

Les parlementaires se renforcent sur l'égalité et la budgétisation sensible au genre

Au Togo, une nouvelle étape importante vers une gouvernance plus inclusive a été franchie avec la formation des députés sur les principes fondamentaux de l'égalité de genre et la budgétisation sensible au genre. Depuis le mardi 26 novembre 2024, les parlementaires se sont engagés dans un programme de renforcement des capacités organisé au siège de l'Assemblée nationale, afin de mieux comprendre et intégrer les enjeux du genre dans les processus législatif et budgétaire. Ces travaux ont été officiellement lancés par Kodjo Adédzè, le président de l'Assemblée nationale, qui a souligné l'importance de doter les élus de connaissances approfondies pour une meilleure prise en compte des questions de genre dans leurs fonctions parlementaires.

L'objectif de cette formation de deux jours est de renforcer les compétences des députés afin qu'ils puissent mieux analyser et intégrer les besoins spécifiques des hommes et des femmes dans les projets de lois et les processus budgétaires. Le programme vise à les préparer à intégrer les concepts du genre de manière plus systématique dans l'examen et l'étude des propositions de lois,

garantissant ainsi une approche plus inclusive et équitable. Le contenu de la formation permet aux parlementaires de se familiariser avec les outils nécessaires pour évaluer l'impact des lois et des politiques publiques sur les différentes catégories de la population, notamment les femmes et les hommes, et ce, sans distinction.

Cette initiative fait partie du projet « Des législatures inclusives pour des politiques sensibles au genre », une collaboration entre le Centre Parlementaire du Canada et le Centre des Affaires Parlementaires en Afrique (ACEPA). Ce projet a pour but de promouvoir des politiques législatives plus sensibles aux enjeux de genre, contribuant à une meilleure représentation des femmes dans les processus décisionnels et à une plus grande égalité dans la répartition des ressources publiques. À cet égard, le président de l'Assemblée nationale a souligné que ce projet constitue un levier crucial pour la mise en œuvre de la politique nationale pour l'équité et l'égalité de genre, tout en s'alignant parfaitement sur les priorités du gouvernement en matière



de développement durable et d'inclusion sociale.

Depuis ces dernières années, le Togo a mis en place plusieurs réformes visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et à garantir l'intégration du genre dans toutes les dimensions du développement national. L'une des réformes majeures a été l'introduction de la budgétisation sensible au genre dans les ministères et institutions publiques depuis 2020. Cette approche consiste à évaluer les dépenses publiques en fonction de leur impact sur les femmes et les

hommes, afin de réduire les inégalités et de mieux répondre aux besoins de la population. Pour le gouvernement togolais, l'objectif est d'étendre cette approche à l'ensemble des institutions publiques et de faire de la budgétisation sensible au genre un outil clé pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier ceux liés à l'égalité des sexes.

En somme, la formation des députés sur l'égalité de genre et la budgétisation sensible au genre marque une avancée

significative dans le processus de renforcement de la démocratie et de la gouvernance inclusive au Togo. Elle vise à offrir aux parlementaires les outils nécessaires pour mieux comprendre les défis liés à l'égalité de genre et pour garantir que les lois et les budgets répondent aux besoins de toute la population, sans distinction de sexe. Cette initiative, en lien avec les efforts mondiaux pour atteindre l'ODD 5, témoigne de l'engagement du Togo à faire progresser l'égalité de genre à tous les niveaux de la gouvernance.

Remaniement au sein de la Police nationale

Après la prise de fonction du Commissaire Akatao Babarime, Directeur général de la Police Nationale Togolaise, des changements ont été opérés.

En ce début de semaine, à Lomé et à Tsévié de nouveaux responsables ont été officialisés à leurs postes. Ainsi, à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ), le Commissaire principal Elo-Ani Assi prend la place du Commissaire divisionnaire Charles Minpame Bolenga, qui prend à son tour, les commandes de l'École supérieure des forces de sécurité (ESFOS), en charge de la formation des personnels et des cadres supérieurs de la Police

Nationale.

Dans le chef-lieu de la région maritime, à Tsévié, le Commissaire divisionnaire de Police Kondi Djagba prend les manettes de la Région de Police n°1. Il succède donc au Commissaire divisionnaire Agba Tassa.

Le nouveau patron de la Police, Akatao Babarime après ces officialisations et nouvelles prises de fonction a saisi l'occasion pour exhorter les différents responsables à la proximité avec les unités, le sens du travail bien fait et la conscience professionnelle.



M F

Assemblée générale du RACOP à Kigali :

Dans les coulisses de la Participation togolaise

Kigali, capitale du Rwanda a accueilli du 12 au 14 novembre la 4^{ème} Assemblée générale du Réseau africain de la commande publique (RACOP).

L'organisation de cette rencontre d'envergure est l'œuvre de l'Autorité de régulation des marchés publics du Rwanda avec le soutien de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et du Secrétariat Technique du RACOP.

Placée sous le thème « les marchés publics durables pour la résilience économique de l'Afrique », cette AG a regroupé les experts de la commande publique africaine et connu la participation d'une délégation togolaise, conduite par Aftar Touré Morou, Directeur général pi de l'Autorité de Régulation de la Commande publique (ARCOMP-Togo), Secrétaire technique du RACOP.

Prenant part aux travaux, le Togolais Aftar Touré Morou, n'a

pas manqué de relever la pertinence du choix du thème. Le DG de l'ARCOMP-Togo évoque le défi pour tous, par rapport aux solutions de développement durable qu'il procure aux pays africains en termes de sauvegarde environnementale et de protection sociale.

Le Responsable de l'ARCOMP-Togo a relevé la nécessité de trouver des solutions internes afin d'éviter d'importer constamment des produits obsolètes ou de mauvaise qualité convoyés souvent par bateau et avion, augmentant ainsi les coûts et l'impact environnemental. Il n'a pas manqué de recommander aux acteurs le recours aux produits locaux d'autant plus que l'expérience du Covid-19 a montré que pour certains produits l'Afrique était coupée du monde.

Cette rencontre qui se veut également une AG élective, a permis aux participants d'accorder leur



confiance à Claver Ruswa, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) du Zimbabwe qui prend ainsi les rênes du RACOP.

Modeste Yameogo, Secrétaire général de l'ARCOMP

du Burkina Faso, va occuper le poste de vice-président. Les membres du Bureau exécutif ont été également élus pour un mandat de deux ans.

Rappelons que le RACOP est créé en 2018 au Togo. Son siège se trouve dans

la capitale togolaise. Il regroupe actuellement 44 pays africains membres. En guise d'information, la 5^{ème} Assemblée générale du RACOP a lieu à Harare au Zimbabwe en 2025.

MF

Secteur agricole :

Le 5ème recensement national de l'agriculture lancé

La vision pour le secteur agricole telle que déclinée dans la feuille de route gouvernementale est de faire de l'agriculture un secteur productif. Dans cette perspective, le gouvernement ambitionne d'améliorer le rendement agricole pour une sécurité alimentaire. Pour ce faire, il est important d'avoir sous la main des données fiables. C'est donc dans cette logique que le 5^{ème} recensement général de l'Habitat est lancé hier jeudi 28 novembre à Lomé.

Cette opération vise à capitaliser les acquis et mettre à profit, les immenses potentialités et les importants atouts dont dispose le Togo. Elle permettra de faire l'état des lieux, afin de disposer des données statistiques agricoles actualisées et fiables indispensables à la conception et au pilotage des politiques de développement, de mettre en place un système permanent intégré de statistiques agropastorales indispensables à la production des statistiques annuelles sur le secteur et de

redéfinir la base de l'échantillon des ménages agricoles.

Ce 5^{ème} recensement national agricole mobilisera 4000 agents recenseurs, déployés dans tous les contrées du pays. Ils vont parcourir du 1^{er} au 23 décembre 2024, l'ensemble du territoire national. Leur mission, collecter les données directement auprès des exploitants agricoles. Des informations qui seront strictement confidentielles.

Lors de la cérémonie officielle de lancement de ladite opération de recensement, Antoine Lekpa gbégbéni, ministre de l'Agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural a relevé dans son discours le fait que les statistiques sont une source importante d'information et de données pouvant servir à bâtir un modèle de développement économique et social.

« Il s'agit de faire de l'agriculture togolaise, une agriculture productive, à haute



valeur ajoutée, moteur de valeur économique des agriculteurs et de croissance du pays. L'ambition du chef de l'Etat est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Togo par la production nationale, et de dégager des excédents de production pour promouvoir la transformation agro-industrielle, source de création d'emplois, de richesse et d'amélioration des conditions de vies des producteurs en particulier les femmes et les

jeunes », a indiqué monsieur le ministre.

A travers cette opération, il est concrètement question de faire la cartographie du secteur agricole, mettre en place le système permanent intégré de statistiques agricoles, développer un système moderne de diffusion et d'archivage des statistiques agropastorales, fournir aux acteurs publics, privés, bilatéraux et multilatéraux ainsi qu'aux organisations de

producteurs et à la société civile, des données statistiques fiables.

Notons que plusieurs partenaires techniques et financiers accompagnent le Togo dans sa politique de transformation agricole, notamment la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui apporte son appui dans l'organisation de ce 5^{ème} recensement national de l'agriculture.

MF

L'amélioration du processus de délivrance du permis de construire et la performance de la commission d'inspection des travaux de construction CITC au cœur d'une séance de travail à Lomé

Malgré la réglementation du secteur de l'habitat, la plupart des concitoyens construisent aux mépris des règles en vigueur, occasionnant ainsi des problèmes d'insécurité, d'urbanisation anarchique et de pertes énormes aux populations.

Face à ces défis, le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière a organisé une séance de travail sur le processus de délivrance du permis de construire et le renforcement de capacités de la commission d'inspection des travaux de construction CITC. La rencontre a rassemblé les différents acteurs impliqués notamment le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la chefferie coutumière, le ministère de la sécurité et de la protection civile, le corps des sapeurs-pompiers, les ordres professionnels du bâtiment (les architectes, les ingénieurs et les géomètres), les communes du grand Lomé et les préfectures du golfe et d'Agoué-Nyivé.

Il s'agit pour ces acteurs de faire le point des activités de la Commission d'inspection, d'identifier les goulots d'étranglement des différents



points d'attention et surtout de faire des propositions idoines qui permettront de faciliter l'accès au mécanisme dudit permis.

L'objectif est d'améliorer le cadre de vie des populations par le respect des règles en matière de construction afin d'éviter les multiples problèmes observés dans la réalisation des bâtiments.

Le directeur de cabinet, Dr Komla EDOH, représentant madame le ministre de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, a souligné que l'obtention du permis de construire constitue une étape clé pour garantir des constructions sécurisées,

planifiées, respectueuses des normes en vigueur.

« Nous sommes tous conscients du drame survenu à Sagbado le 18 octobre 2024 qui a occasionné des pertes en vie humaines », a-t-il rappelé. Il faut donc plus que jamais nous mobiliser, afin de prévenir tant soit peu la survenance de tels sinistres », a-t-il ajouté. Il a insisté sur la responsabilité de sensibiliser les concitoyens à l'importance de la démarche et comportement citoyen non seulement pour leur sécurité propre mais aussi pour le bien-être collectif.

La rencontre a permis aux participants de faire l'état des lieux du processus de délivrance du permis de

construire, d'aboutir à des stratégies pouvant amener l'ensemble des citoyens à mesurer l'importance du permis de construire, d'améliorer l'accessibilité des démarches d'obtention du permis de construire et de doter les services impliqués dans ce processus des moyens nécessaires à leurs missions. Ils ont fait des propositions concrètes pour lever les différents obstacles en vue d'un cadre réglementaire approprié et clairement défini. Les propositions seront remises aux autorités en vue des décisions appropriées.

M. AKIDJETAN Kossi Makissè, président de la commission d'inspection de

travaux de construction (CITC), donne un coup de projecteur sur le processus de délivrance du permis de construire: « C'est un architecte assermenté inscrit au tableau de l'Ordre national des architectes du Togo (ONAT) qui élabore le projet architectural. Il le soumet dans un système dématérialisé de gestion de permis de construire au Togo, et instruit sur la plate-forme les différents services concernés. Quand le résultat est positif, le système génère un permis provisoire qui est soumis à la signature de l'autorité communale. C'est un acte administratif sans lequel on n'a pas le droit d'entreprendre la construction ».

Une fois que le permis est obtenu, il faut s'assurer que l'exécution du travail va se faire conformément au permis obtenu, selon les règles de qualité et que les professionnels requis seront réunis pour la bonne exécution des travaux. C'est pour cela que le gouvernement a mis en place sous la tutelle du ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, la Commission d'inspection des travaux de construction.

Santé :

Les acteurs de la mise en œuvre de l'AMU sensibilisés

La santé est un droit fondamental. L'Assurance maladie universelle (AMU) au Togo, garantit que chaque individu, indépendamment du type de travailleur a accès, lui et sa famille à des soins de santé de qualité. Un séminaire national sur l'AMU a réuni les acteurs des ministères et institutions de la République du 26 au 28 novembre à Kpalimé (120km, de Lomé).

Sont représentés à ce rendez-vous, la Présidence de la République, la Primature, les ministères de la santé, du travail, de l'économie et des finances, des enseignements primaire et secondaire, de l'enseignement technique, de l'agriculture, du commerce et artisanat, de l'action sociale, de l'administration territoriale, l'Institut national d'assurance maladie (INAM), la Caisse

nationale de sécurité sociale (CNSS), la Caisse de retraite, la Direction générale de la protection sociale.

L'objectif de ce séminaire national est d'informer de sensibiliser spécifiquement les principaux acteurs de la mise en œuvre de l'AMU. Rappeler la vision du chef de l'Etat et du gouvernement, ainsi que le schéma de déploiement du système porté par le ministère de l'accès aux soins et de la couverture sanitaire.

En outre, il est question de renforcer l'appropriation par les acteurs sectoriels du concept de l'AMU, ses principes et impacts sur la société.

Des recommandations sont attendues à la fin de ce séminaire. Il est clair que chaque acteur des ministères



et institutions de la République ont leur partition à jouer dans la consolidation des acquis et l'extension de l'AMU sur les couches non vulnérables ainsi que les travailleurs non salariés.

Notons que dans l'opérationnalisation de l'AMU, il est noté une collaboration avec un réseau étendu de prestataires de soins de santé, des hôpitaux de référence aux

centres de soins de proximité et cliniques privées, pour assurer une accessibilité et une qualité des soins sur l'ensemble du territoire.

MF

19^e Foire de Lomé :

SEGUCE Togo et SEGUCE RDC à la rencontre du public

Dans le cadre de la 19^e édition de la Foire Internationale de Lomé, les Sociétés d'Exploitation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (SEGUCE) du Togo et de la République Démocratique du Congo (RDC) ont organisé conjointement une séance d'information et d'échanges ce 28 novembre 2024 au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF-Togo).

La rencontre vise à présenter d'un côté les innovations récentes du Guichet Unique et renforcer la collaboration entre les acteurs du commerce extérieur. Et d'un autre côté, il s'agit également

d'accès unique, cet outil a permis de rationaliser et d'accélérer les procédures. Selon le Directeur Général de SEGUCE Togo, Baba Silue « le GUCE est un outil puissant au service du développement économique du Togo », contribuant à renforcer la compétitivité des entreprises locales sur les marchés internationaux.

"Les résultats concrets de ce projet sont nombreux. Notamment le gain de temps pour les entreprises, la réduction des coûts, l'amélioration de la transparence et le renforcement de l'attractivité du Togo sur la scène



de proposer les opportunités que propose le Guichet Unique Intégral qui est exploité par la République Démocratique du Congo.

Depuis son lancement il y a plus de dix ans, le GUCE s'est imposé comme un catalyseur de l'économie togolaise. En regroupant les services administratifs nécessaires aux transactions commerciales internationales en un point

internationale. SEGUCE-Togo continue de travailler sur l'amélioration et l'enrichissement de ce système, pour mieux répondre aux besoins des entreprises et de la communauté du commerce extérieur", a-t-il ajouté.

Le GUCE n'a cessé d'évoluer pour répondre aux exigences croissantes des opérateurs économiques et



aux défis réglementaires. Parmi les récentes améliorations figurent la levée de la restriction du "Vu à Quai", accélérant les flux de marchandises, l'intégration des opérations de la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA) et un pôle stratégique pour l'économie

togolaise. La rencontre de Lomé a également permis de souligner la collaboration entre SEGUCE Togo et SEGUCE RDC. Avec l'intégration de la plateforme S-ONE en RDC, les deux entités travaillent à harmoniser leurs outils pour soutenir le commerce T

africain. Pendant toute la durée de la foire, les équipes des deux entités se tiennent à la disposition des visiteurs dans le Pavillon AGOU pour présenter les innovations du GUCE et répondre aux interrogations des opérateurs économiques.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

-30%
sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 20 décembre 2024

Mesure de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

Office Togolais des Recettes - OTR

8201 +228 22 53 14 00

Télécoms :

Yas prend la relève de Togocom, Mixx by Yas succède à T-Money

Le vent du changement a soufflé sur le paysage des télécommunications togolaises. Togocom, leader incontesté du secteur, a dévoilé ce mardi 26 novembre 2024 sa nouvelle identité : Yas.

Devant une assemblée composée de partenaires stratégiques, d'influenceurs et de figures institutionnelles, ce changement de marque sans aucun doute une étape majeure dans le parcours de l'entreprise, résolument engagée vers l'innovation et l'intégration panafricaine.

Pierre-Antoine Legagneur, Directeur Général de Yas Togo, a ouvert l'événement en présentant cette transformation comme bien plus qu'un changement de nom. « Yas, c'est l'expression de notre volonté de connecter la jeunesse

togolaise à un monde d'opportunités numériques. Nous sommes ici pour réinventer la façon dont les Togolais interagissent avec le numérique », a-t-il déclaré sous un tonnerre d'applaudissements.

Avec cette nouvelle identité, l'opérateur veut célébrer la richesse culturelle africaine tout en offrant des solutions technologiques qui répondent aux besoins locaux. Le Togo devient ainsi un maillon essentiel d'un réseau continental pensé pour stimuler les rêves et les projets des Africains.

En effet, cette transition vers Yas ne concerne pas uniquement le Togo. Elle s'inscrit dans une dynamique régionale portée par le groupe AXIAN Telecom, actionnaire



majoritaire de l'opérateur avec 51% du capital et présent dans plusieurs pays africains. Avec des opérations déjà en cours au Sénégal, en Tanzanie, à Madagascar et aux Comores, Yas ambitionne de devenir un acteur clé de la transformation numérique du continent.

« Ainsi nous unifions nos différentes marques qui ont marqué notre histoire pour accueillir Yas, une nouvelle

marque africaine qui rassemble l'Afrique autour de nouvelles opportunités. Nous sommes convaincus que Yas s'appuiera sur notre succès et notre héritage sur les différents marchés, tout en continuant à offrir des solutions technologiques innovantes et inclusives grâce à des connexions durables », a souligné Hassanein Hiridjee, Président du Conseil

d'Administration d'AXIAN Telecom.

L'innovation ne s'arrête pas au changement de nom. Yas a également présenté Mixx By Yas, une version repensée de son service Mobile Money. Accessible, simple et innovante, cette solution financière promet de rapprocher les Togolais du monde numérique tout en simplifiant leur quotidien. « Même numéro, même carte SIM, mais une expérience enrichie et pensée pour tous », a précisé le Directeur Général.

Pour marquer ces annonces, Yas n'a rien laissé au hasard. Entre performances artistiques, vidéos immersives et échanges, l'événement était une ode à la créativité et à l'innovation.

Foire internationale de Lomé :

Innovation et modernité au cœur de cette 19e édition

Le coup d'envoi de la 19e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) a été donné le 22 novembre dernier au CETEF. Mais cette fois-ci avec une série d'innovations qui promettent de transformer l'expérience des visiteurs et des exposants. Après cinq (05) de jours d'expositions, la foire débordante d'énergie offre déjà aux visiteurs et aux exposants une expérience revisitée et enrichie.

« La Foire Internationale de Lomé ne se contente plus d'être un espace commercial. Elle évolue pour devenir une vitrine technologique et économique. Cette année, nous avons introduit des innovations majeures telles que la billetterie en ligne et des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs. Ces initiatives traduisent notre volonté de moderniser la FIL et d'attirer un public diversifié », avait annoncé Alexandre de Souza, Directeur Général du CETEF lors de la cérémonie d'ouverture.

Il a également souligné l'importance de ces évolutions : « Nous voulons fluidifier l'accès au site, réduire les longues files d'attente, et surtout offrir aux exposants comme aux visiteurs une expérience enrichie et mémorable. »

L'effet des innovations sur les exposants

Dans les allées animées des pavillons du CETEF, les exposants témoignent de leur enthousiasme face aux nouvelles

mesures. « L'année passée par exemple, il y avait beaucoup de trafic devant le CETEF ce qui a compliqué l'entrée dans le centre. Cette année, il y a eu beaucoup de désengorgement qui a permis aux gens de pouvoir accéder au site. J'arrive à rentrer facilement cette année », reconnaît Kalbesh Kutsonya exposant de Kya Energy Group, une entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables. A quelques pas de là, Prisca, hôtesse d'accueil de l'Apizf y va également et son appréciation des nouvelles mesures logistiques. « Moi, j'apprécie le parking et le renforcement de la sécurité sur le site », nous a-t-elle confié.

Malgré cela, certains espèrent des améliorations : « On ne nous donne pas assez d'informations. De mon côté, je ne savais même pas qu'il y avait un parking dédié aux exposants », explique Yasmine Lochina, responsable de Maya Bar Senteurs.

Même son de cloche à l'espace dédié aux jeunes entrepreneurs, où une exposante a également exprimé son souhait d'amélioration. Elle souhaite dans les prochaines éditions, un espace un peu plus grand dédié aux jeunes pour mieux accueillir leurs produits dans les meilleures conditions.

Des visiteurs conquis

Le premier dimanche de la foire a connu une affluence record. Des familles,



des groupes d'amis, et même des touristes étrangers se promenaient entre les stands. Les allées étaient animées, ponctuées d'exclamations et de négociations.

Au sein de la foule, Akuélé, une habituée de la foire, salue les avancées : « Cette année, c'est tellement mieux organisé. J'ai acheté mon billet en ligne et suis entrée sans problème, même un dimanche où il y avait énormément de monde. »

« Maintenant que j'ai découvert la foire, je compte revenir chaque année », lance Sandrine qui visite pour la première fois la FIL.

Gozem, acteur clé de la transformation digitale

L'élément clé de cette transformation réside dans les partenariats stratégiques,

notamment avec Gozem, qui gère désormais la billetterie en ligne et assure le transport des visiteurs. Glorie Ayivi Amah, responsable e-commerce chez Gozem, partage les coulisses de cette collaboration.

« Notre rôle cette année est double. Nous sommes le transporteur officiel de la foire, mais aussi le partenaire digital. Nous avons installé des stations Gozem autour du CETEF pour faciliter l'accès des visiteurs. Et bien sûr, nous gérons la billetterie numérique, une innovation qui simplifie grandement l'expérience », explique-t-elle avec un sourire.

Elle poursuit : « Pour éviter les longues files d'attente, les visiteurs peuvent acheter leurs billets sur notre application avant même d'arriver. Cela leur permet de

passer directement par une entrée dédiée, beaucoup plus rapide. C'est un gain de temps considérable pour tous. »

L'engouement pour cette nouvelle façon d'acheter des billets est palpable. « Depuis notre conférence de presse en octobre, nous avons constaté une forte adhésion. Beaucoup de gens ont déjà acheté leurs tickets en ligne, et l'expérience semble plaire. Nous continuons cependant à sensibiliser ceux qui ne sont pas encore familiers avec ces solutions numériques », souligne Glorie.

Alors que les jours s'égrènent, jusqu'à la clôture le 8 décembre 2024, le CETEF continue de vibrer au rythme des découvertes, des échanges et des innovations.

Serge Folly

Règle tes achats dans une
**nouvelle ère
de simplicité**

Ton application TMoney évolue
avec de nouvelles fonctionnalités

NOUVEAU

Ensemble
nous
sommes
le Togo

Super App
TMoney

Télécharge ton
appli TMoney sur



IB bank Distributeur Officiel
Togo
IB bank Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Agbalépédogan, non loin
de la Pharmacie vigueur
Tél : (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication
Sama T. DJOBO

Rédaction :
Biva KPELAFIA
Sam DJOBO
Moudjibou FALANA
Gautier A.
Serge FOLLY

Secrétariat :
AGBERE Takira
Imprimerie :
La Colombe
Tirage :
2 500 exemplaires